Fukushima : censure au Japon et remous à Tepco

samedi 28 mai 2011, par Sortir du nucléaire (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2011).

Sommaire

- Fukushima : la direction (...)
- Fukushima, J+60 : le Japon

Fukushima : la direction de Tepco quitte le navire

Communiqué de presse du 20/05/2011

Ce vendredi 20 mai 2011, Tepco a annoncé le « retrait » de son PDG, Masataka Shimizu. Démission ou limogeage ? Les informations se contredisent selon les sources. Quoi qu'il en soit, Masataka Shimizu va être remplacé par le directeur général de Tepco, Toshio Nishizawa. Très (trop ?) discret depuis le 11 mars, date de la catastrophe, TEPCO n'a eu de cesse de camoufler l'étendue des dégâts, cumulant mensonges, incompétence et contre-vérités sur la gravité de la situation japonaise.

Quand le navire prend l'eau…

La chute de TEPCO ne se jauge pas uniquement aux quantités affolantes de radioactivité rejetées. En dissimulant pendant des mois la gravité de l'accident, connue depuis le début, la firme a créé le scandale. Par ailleurs, pour l'exercice fiscal 2010 clos fin mars 2011, les pertes de Tepco sont estimées à 1 247 milliards de yens, soit 10,7 milliards d'euros. Tepco a d'ailleurs perdu 83% de sa valeur boursière. Pour l'exercice 2011 qui a commencé le 1er avril, l'entreprise prévoit de nouvelles pertes, dues aux dédommagements des victimes de l'accident nucléaire, que le gouvernement devrait aider à régler. Alors que le Japon est officiellement entré en récession, le pays semble constituer un cas d'école : le nucléaire, 25 ans après Tchernobyl, reste un gouffre financier pour les économies qui l'adoptent.

… Vive les énergies renouvelables !

Paradoxalement, le Japon pourrait pourtant devenir un modèle de sortie du nucléaire. Dans la droite lignée du discours prononcé devant les médias la semaine dernière par le Premier Ministre Japonais, où il était question de reconsidérer la politique énergétique du Japon, des experts énergétiques s'accordent sur le fait que la catastrophe de Fukushima pourrait donner l'occasion au pays de se concentrer sur ses ressources nationales en développant les énergies renouvelables.

Quoi qu'il en soit, le Réseau « Sortir du nucléaire » estime que ce changement – partiel – de direction ne suffira pas à améliorer la gestion calamiteuse que Tepco a de la catastrophe nucléaire, pas plus que rétablir la transparence que tout un peuple exige et mérite.

Plus d'informations sur la catastrophe japonaise : voir notre blog Japon

Contacts presse :

Daniel Roussée - 06 61 97 83 28

Opale Crivello – 06 64 66 01 23

Fukushima, J+60 : le Japon censure à la chinoise

Communiqué de presse du 11/05/2011

Alors que la Chine censurait il y a quelques semaines le terme "fuite nucléaire" sur le principal site de micro-blogging en Chine afin de « freiner la propagation des craintes et rumeurs » liées à la catastrophe de Fukushima et à ses rejets radioactifs, le Japon semble s'engager sur la même voie. 60 jours après la catastrophe de Fukushima, le Réseau « Sortir du nucléaire » s'alarme de cette situation digne des régimes les plus autoritaires, et exhorte le gouvernement nippon à communiquer de manière claire et transparente sur les conséquences sanitaires de la catastrophe nucléaire.

Quelques jours après la catastrophe de Fukushima, Pékin censurait le terme "fuite nucléaire" sur le Twitter chinois, afin de « freiner la propagation des craintes et rumeurs » liées à la catastrophe de Fukushima (1). C'est à peu de chose près en ces termes que le gouvernement japonais justifie la censure qu'il vient d'imposer aux distributeurs d'accès à internet et chaînes câblées.

Des mesures prises pour « assurer la sécurité et la tranquillité des régions sinistrées »

Le 6 avril, le ministère de l'Intérieur nippon a rendu publique l'injonction faite à ces opérateurs télécom de supprimer de leur réseaux des informations qualifiées de « fausses rumeurs […] contraires à la loi, à l'ordre et à la morale publique » (2). Cette mesure liberticide pour les médias internet et la liberté d'expression en général est d'autant plus choquante que l'information objective des populations, pourtant cruciale en ces heures critiques, demeure un mirage. Cette réaction coercitive trahit également le dramatique échec des autorités japonaises et de Tepco, l'exploitant de la centrale de Fukushima, à communiquer de manière claire, responsable et fiable sur la réalité de la catastrophe. Les hésitations, démentis et erreurs de calculs répétées ont achevé de jeter le discrédit sur un gouvernement et une industrie nucléaire dont les japonais mesurent chaque jour que leurs slogans rassurants n'étaient que déni et mensonges.

Des médias indépendants et étrangers exclus, des médias officiels verrouillés

L'écart entre le discours des mass-médias japonais et celui des médias indépendants est pour le moins surprenant. S'expliquerait-elle par le fait que les médias indépendants, pas plus que la presse étrangère, ne sont ni conviés aux conférences officielles de Tepco, ni à celles du gouvernement nippon (3) ? Ainsi, seuls les journalistes appartenant au cénacle des grands médias nationaux ont accès à une information de première main, mais lénifiante ; presse traditionnelle fortement dépendante des 20 milliards de Yen de budget publicitaire que Tepco déverse annuellement dans le secteur audiovisuel et de la presse écrite (4)… Les larmes qu'a versé le conseiller pour les questions nucléaires du Premier Ministre japonais, le 01 mai, lorsqu'il a annoncé sa démission, sonnent comme un aveu supplémentaire (5) : la situation japonaise est catastrophique, et les responsables japonais préfèrent sauver leurs têtes, plutôt que celles des japonais.

Certains élus locaux ainsi que des résidents de Fukushima s'accordent pour dire que la situation est sûre ; et que les médias, en attisant des craintes injustifiées, portent préjudice à l'économie de la région. De nombreux journalistes indépendants basés à Tokyo rapportent que le gouvernement minimise l'importance des fuites radioactives, et que la menace pour la santé publique a été et reste terriblement sous-estimée. Il n'est donc pas étonnant que ces dernières semaines, selon la presse japonaise, de nombreux résidents de Fukushima et ses alentours, qui avaient fui la crise nucléaire dans les premiers temps, ont commencé à rentrer à leur domicile et tentent de retrouver une activité normale. Ainsi, des journalistes qui se sont rendu dans la ville de Iwaki, à moins de 50 km de Fukushima, ont rencontré des personnes convaincues de la sûreté de l'endroit et du caractère passager de la crise nucléaire.

A se vouloir trop rassurant, le gouvernement japonais nourrit les suspicions et les craintes. Le Réseau « Sortir du nucléaire » exhorte le gouvernement nippon à faire preuve de responsabilité : face au risque nucléaire, la censure est un crime, la transparence une nécessité vitale.

Plus d'informations sur la situation au Japon : www.sortirdunucleaire.org/alerte-japon

Contacts presse :

Daniel Roussée : 06 61 97 83 28

Opale Crivello : 06 64 66 01 23

Notes :

(1) http://www.lematin.ma/actualite/express/Article.asp?id=148268

(2) http://www.soumu.go.jp/menu_news/s-news/01kiban08_01000023.html

(3) http://www.cpj.org/blog/2011/04/japan-discourages-freelance-online-reporting-on-nu.php

(4) http://japanfocus.org/-Makiko-Segawa/3516

(5) http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/fukushima-l-expert-nucleaire-du-93219